

Publié le 07/05/2016

## De nouvelles manifestations



*Plusieurs causes au cœur des manifestations dans la cité marbrière et la vallée de Saint-Béat./Photo DDM, C.T*

Telle qu'elle l'a souhaité, la nouvelle association «Vivre en Vallée de Saint-Béat» (VVSB) s'est faite entendre en appelant à manifester mi avril au Pont Neuf à Saint-Béat. Suivie par environ 250 personnes dans cette première action, elle ne compte pas s'arrêter là. Après cette mobilisation d'élus, villageois, représentants de syndicats, enseignants, commerçants..., **elle projette de nouveaux rassemblements les vendredis 20 mai et samedi 18 juin**. À moins que d'ici là, des réponses concrètes soient apportées. Aucun retour de la part de la rectrice et la ministre de l'Éducation nationale, chacune saisie sur le projet de fermeture de la classe de SEGPA du collège de Saint-Béat. «Nous allons nous tourner vers la députée Carole Delga afin qu'elle appuie notre demande», indique Philippe Gimenez, l'un des porte-parole de l'association qui annonce que le préfet ne sera pas en reste non plus avec la problématique des travaux et la déviation à Saint-Béat. «Nous demandons une déviation ouverte dans son intégralité depuis la sortie Sud du tunnel. Il n'est pas question de faire passer cette déviation par la piscine, les écoles, le collège...», précise-t-il, ajoutant entre autres, que la situation des campings fera partie des revendications.

«Selon les rapports des services de l'État, il semble que l'interprétation des textes pour la Haute-Garonne n'a pas été la même que dans les Hautes-Pyrénées où les campings en bord de Garonne comme à Saint-Béat et Fos ont été rouverts...», ajoute ce dernier. Dans les jours à venir, l'association «Vivre en Vallée de Saint-Béat» devrait se manifester d'une façon ou d'une autre, et

donner le poids des différentes situations à défendre.

### **Le mot de Jean-Luc Rivière**

«Tout s'est joué lors du Contrat de Plan. L'an dernier, le Conseil régional Midi-Pyrénées a adopté son contrat de Plan pour les années 2016-2020. Ce contrat de Plan ne prévoyait pas d'argent pour la ligne Montréjeau-Luchon et renvoyait à minimum en 2020, la fin des travaux de la déviation de Saint-Béat à Arlos. On en mesure les conséquences aujourd'hui...», indique le conseiller régional, au cœur de l'actualité.

C.T